

*Juin 2007*

***Recherches & Régulation Working Papers***

***LE TROC : UNE FORME MONETAIRE ALTERNATIVE***

*Décompositions monétaires en Russie,  
1990-2001*

Pepita Ould-Ahmed

RR Working n° 2007-1 série MF

<[http://web.upmf-grenoble.fr/regulation/wp/document/RR\\_serieMF\\_2006-1.pdf](http://web.upmf-grenoble.fr/regulation/wp/document/RR_serieMF_2006-1.pdf)>

Association Recherches & Régulation  
c/o LEPII-CNRS  
Université Pierre Mendès France  
1241, rue des Résidences  
BP 47 – 38040 Grenoble Cedex 9

# LE TROC : UNE FORME MONÉTAIRE ALTERNATIVE

## Décompositions monétaires en Russie,

1990-2001

Pepita Ould-Ahmed\*

Plus encore que les économies de marché développées, celles dites « émergentes », « en transition », ou encore « en développement », de par la grande variété d'expériences de fragmentation monétaire qu'elles proposent, constituent un terrain d'étude de premier choix pour tout chercheur en sciences sociales qui s'interroge sur la monnaie – ses pratiques, ses enjeux et ses crises. Par fragmentation monétaire, il faut entendre ce dérèglement de l'ordre monétaire que constitue la remise en question du monopole de la monnaie officielle sur son espace national par le développement de pratiques monétaires parallèles (le troc) ou de monnaies privées<sup>1</sup> concurrentes. Les cas de fragmentation monétaire sont nombreux et leurs significations et implications varient selon deux critères. En premier lieu, le degré de contestation du monopole de la monnaie officielle, lequel peut aller de la « simple » pluralité des monnaies et des pratiques monétaires parallèles jusqu'à l'éviction de la monnaie officielle (par une devise par exemple). En second lieu, la façon dont les autorités monétaires accommodent, valident – ou non ! – ces situations (du refus de convertibilité des monnaies concurrentes à leur totale convertibilité)<sup>2</sup>.

Il ne s'agira pas ici de traiter de la fragmentation monétaire en toute généralité mais au travers de l'une de ses figures seulement, le troc dans la Russie post-soviétique. Cette expérience de troc a ceci d'intéressant qu'elle permet de soulever un certain nombre de questions théoriques. Elle permet tout d'abord de revenir sur un premier type de

---

\* IRD, Centre Ile de France, UR 03 « Travail et Mondialisation », [pepita.ould@gmail.com](mailto:pepita.ould@gmail.com). Texte à paraître dans F. Lordon (dir.), *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme*, Presses de Science-Po, 2008.

<sup>1</sup> Pour une analyse des monnaies privées parallèles, se reporter à Jérôme Blanc, *Les monnaies parallèles. Unité et diversité du fait monétaire*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques économiques », 2000.

<sup>2</sup> Les cas particuliers de fragmentation monétaire que sont les régimes de dollarisation des économies sont analysés par Jean-François Ponsot qui propose une typologie de ces régimes selon le degré de pénétration du dollar dans les pratiques monétaires nationales et selon le degré d'officialisation et d'acceptation institutionnelle par les autorités de cette dollarisation relative. Pour une présentation de cette typologie de ces régimes, se reporter à Jean-François Ponsot, « La dollarisation : une interprétation institutionnaliste et macroéconomique, Communication au *Forum de la Régulation*, Paris, 9-10 octobre 2003.

questionnements proprement monétaires relatif à la définition même du troc et de son rapport avec la monnaie. Cette interrogation n'est pas nouvelle et a été ouverte en particulier par les travaux de Michel Aglietta et André Orléan<sup>3</sup>. Le cas du troc russe pose un deuxième type d'interrogations qui renvoie, cette fois, à la nature de la crise monétaire à l'œuvre dont il est l'expression. Il révèle en effet les limites des approches monétaires classiques telles qu'elles tentent de rendre compte de ce phénomène. Si, certaines d'entre elles, parviennent, comme on le verra, à éclairer sa genèse, elles butent néanmoins sur l'interprétation de sa persistance. La difficulté qu'elles rencontrent tient fondamentalement à la manière dont ces approches abordent la question du troc : la quantité de monnaie en circulation dans l'économie est présentée comme le critère exclusif pour interpréter son apparition ; le troc *en tant que tel* se retrouvant alors écarté de l'analyse. Le troc découlerait ainsi d'un problème de surémission ou de pénurie de monnaies selon les cas – pour celui de la Russie, il s'agirait d'une pénurie de liquidités –, et serait alors perçu comme l'expression d'une crise renvoyant à la monnaie. Pour saisir la persistance du troc et la nature de la crise sous-jacente, ce travail propose alors, d'une part, de dissocier conceptuellement crise monétaire et crise de la monnaie, trop souvent tenues pour des idées équivalentes. En effet, et le cas russe le montrera, il est des dérèglements monétaires significatifs qui n'engagent pas pour autant la monnaie elle-même. Mais pour entendre des phénomènes de cette nature il importe, d'autre part, de ne pas se contenter de regarder le troc comme un simple défaut d'un idéal monétaire, mais de l'analyser pour lui-même en tant qu'un objet dont la construction et la dynamique institutionnelles propres produisent des effets. L'étude de l'institution du troc et de ses enjeux rend ainsi possible, on le verra, la compréhension de son émergence mais surtout de sa rémanence alors que la cause qui lui a donné naissance a disparu. Au-delà des questionnements proprement monétaires, ce scénario de troc présente donc des caractéristiques très intéressantes en termes d'organisation et de dynamique institutionnelles, en termes de rapports entre les institutions et les pratiques. Ces caractéristiques font du troc russe un objet qui s'insère ainsi dans le chantier plus général de la théorie des institutions et du changement institutionnel. Ce phénomène d'hystérésis qu'il donne à voir permet en particulier d'insister sur le fait que l'histoire compte – que des événements passés peuvent continuer d'avoir des effets dans le présent notamment du fait d'irréversibilités institutionnelles.

---

<sup>3</sup> Se reporter en particulier aux ouvrages suivants : Michel Aglietta et André Orléan, (dir.), *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob, 1998 ; et, Michel Aglietta et André Orléan, *La monnaie entre violence et confiance*, Paris, Odile Jacob, 2002.

C'est autour de ces trois séries de questionnements soulevés par le troc russe que ce chapitre va être structuré. La première partie revient sur le rapport conceptuel entre monnaie et troc ; la deuxième analyse les constructions institutionnelles du troc à partir du phénomène d'hystérésis. La troisième partie, enfin, examine la manière dont le troc exprime les dérèglements de l'ordre monétaire en Russie.

## 1. Les rapports conceptuels troc/monnaie

Avant de discuter des rapports théoriques du troc et de la monnaie, peut-être faut-il commencer par donner quelques chiffres afin d'avoir une idée plus précise de ce qu'a été le troc dans les économie en transition et plus particulièrement en Russie. Vieille pratique issue de la période soviétique<sup>4</sup>, il refait son apparition dans les années 1990 dans l'ensemble des économies en transition<sup>5</sup>, et se développe à grande échelle. En Russie, il représente 9% des règlements des transactions industrielles en 1993 et passe à 22% en 1996. Il atteint son paroxysme en 1998 (58%), puis se stabilise pendant la période 1999-2000 représentant 39% des transactions industrielles<sup>6</sup>.

### 1.1. *Le troc n'est pas une régression ante-monétaire*

Le premier mérite d'un cas concret de troc, qui plus est de cette envergure, est de nous faire sortir des robinsonnades. En l'espèce, ce chapitre propose d'en sortir radicalement en soutenant l'idée que, contrairement à cette fable, le troc n'est pas une régression ante-monétaire. Selon la définition conventionnelle, il désigne en effet un échange simultané de biens contre biens impliquant la double coïncidence des besoins. La monnaie est alors cet instrument d'échanges qui permettrait de sortir du troc. Grâce à l'invention de la monnaie, on passerait donc des échanges de biens contre biens à des échanges de biens contre monnaie ou

---

<sup>4</sup> Le troc en URSS répondait à une tout autre logique que celle des années 1990. Il se développait en URSS tantôt pour contourner la pénurie de ressources matérielles et financières supportée par les entreprises jugées non prioritaires par le Plan et répondre aux objectifs de production planifiés ; tantôt le troc se développait en réponse à un effondrement de la valeur de la monnaie officielle et de grandes inflations. Pour une analyse de l'histoire monétaire et du troc en URSS, se référer notamment à : Arthur Z. Arnold, *Banks, Credit and Money in Soviet Russia*, New York, Columbia University Press, 1937 ; V.M. Batyrev, *Les relations monétaires et marchandes, les finances et le crédit dans l'économie socialiste*, Moscou, 1970 ; enfin, à Edward Hallet Carr, *La révolution bolchévique. L'ordre économique*, tome 2, Paris, Les Éditions de minuit, 1974.

<sup>5</sup> Une analyse chiffrée des pays en transition concernés par le troc est réalisée dans Paul Seabright (dir.), *The Vanishing Rouble. Barter Networks and Non-Monetary Transactions in Post-Soviet Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

<sup>6</sup> Sergei Aukutsionek, « Industrial Barter in Russia », *Communist Economies & Economic Transformation*, 10 (2), 1998, p. 179-189 ; et Sergei Aukutsionek, « Barter : New Data and Comments », *The Russian Economic Barometer*, 3, 1999, p. 1-16.

de monnaie contre biens. Or, pour comprendre la signification du troc et de son essor en Russie, il faut tout d'abord se désimprégner de cette définition conventionnelle. Le troc fait en effet référence à des formes d'échanges en nature beaucoup plus complexes. En Russie, il caractérise deux sortes d'échanges en nature : d'une part, les échanges croisés de biens pour leur valeur d'usage – à quoi correspond la conception « spontanée » et « conventionnelle » du troc. D'autre part, les accords de compensation, de loin statistiquement les plus importants<sup>7</sup>. Il s'agit de livrer un bien en règlement d'une dette. Face à cette pluralité d'échanges en nature, la définition conventionnelle apparaît donc restrictive et ne rend pas compte de la réalité russe. Car le troc ne décrit pas seulement des échanges croisés de biens impliquant la double coïncidence mais plus largement des échanges où un bien, cédé en contrepartie d'un achat, est accepté comme moyen de paiement.

Comprendre quelle place occupe le troc dans l'ordre des pratiques monétaires implique de souligner d'emblée que le paiement d'une dette à travers un bien ne retire pas pour autant son caractère monétaire à cette transaction. La thèse, en apparence paradoxale, qu'on va soutenir ici considère donc que le troc, en particulier russe mais plus généralement défini comme des échanges où le paiement se fait à partir de biens, correspond à une transaction qu'on peut toujours qualifier de monétaire. Pour dénouer ce paradoxe, il importe de dissiper la confusion généralement faite entre *transaction monétaire* et *transaction avec monnaie*.

L'erreur en effet fréquemment commise à propos du troc consiste à conclure de ce qu'il n'y a pas de monnaie que la transaction est non-monétaire. C'est la thèse de la démonétarisation de l'économie que l'on a d'ailleurs largement entendue à propos de la Russie dans les années 1990. On voit bien le raisonnement présent derrière cette thèse qui repose sur une conception fonctionnelle et matérielle de la monnaie. Selon cette approche, la monnaie est définie comme instrument des échanges, telle est sa fonction cardinale. Tout le caractère monétaire des échanges est alors subordonné à la présence effective ou non de la monnaie. Par conséquent, lorsqu'il n'y a pas usage effectif de celle-ci, on serait fondé à parler d'économie non monétaire. Or, contrairement à ce qu'on pourrait d'abord penser, la présence de monnaie dans l'échange n'est pas un critère pertinent pour qualifier la transaction de « monétaire ». Le critère du caractère monétaire d'une transaction repose bien davantage sur le *principe du paiement libératoire*. On entre dans l'ordre monétaire dès lors qu'il est institué

---

<sup>7</sup> Simon Commander, Irina Dolinskaya, Christian Mumssen, « Determinants of Barter in Russia : An Empirical Analysis », *IMF Working Paper, Working Paper n° 00/155*, 2000, 33 p.

un certain type de dette, la dette économique, définie comme dette extinguable, dont il est possible de se libérer au terme d'un acte qu'on appelle le paiement. L'ordre monétaire est fondé sur la possibilité de la *libération* et le paiement est cet acte reconnu comme libératoire.

Évidemment le concept de dette est d'une extension qui dépasse plus largement la seule dette économique. C'est d'ailleurs précisément pourquoi il faut se donner un critère permettant de définir en propre la dette *économique*, et par là de la distinguer des autres formes de dettes, celles qu'on pourrait ranger sous la catégorie générale de dettes symboliques<sup>8</sup>. Ce critère décisif est celui de la libération, de l'extinguibilité ou, pour le dire autrement, de l'acquiescement. Par définition, la dette économique est celle dont on peut s'acquiescer, c'est-à-dire celle dont le règlement permet au débiteur de quitter le créancier et ceci, s'il le veut, définitivement. Certains anthropologues pourraient être tentés d'objecter qu'il peut y avoir présence de « monétaire » dans des règlements de dettes qui n'ont pas de caractère économique mais qui sont des dettes symboliques<sup>9</sup>. Il n'y a pas là contradiction. Des monnaies ou bien des pratiques monétaires peuvent être utilisées pour régler, ou plus exactement, pour *servir* des dettes inextinguibles, c'est-à-dire indéfiniment reconductibles. Ceci peut même aller jusqu'au point où ces dettes symboliques se trouvent quantifiées et évaluées en unités monétaires. Et, pourtant tout ceci ne permet pas de parler d'ordre monétaire, ou plus précisément d'un ordre de *rapports monétaires*, dans la mesure où ces usages de la monnaie sont au service d'une logique de dette non-économique, logique de l'inextinguible et du reconductible, qui n'est pas celle de l'ordre monétaire et des relations marchandes. Autrement dit, il s'agit dans ce cas d'*usages non monétaires de la monnaie*.

Il ne faut donc pas confondre le *principe* du paiement et la *modalité* du paiement. Le principe du paiement dans l'échange est bien le signe du caractère monétaire de la transaction ; la modalité du paiement ne fait, quant à elle, que signifier l'instrument qui sert en pratique au paiement. Les modalités du paiement peuvent être nombreuses, matérielles et immatérielles, monnaies ou non-monnaies. L'unicité du principe du paiement est ainsi compatible avec la multiplicité des modalités de sa réalisation. Ce qui distingue donc le troc des autres formes de l'échange ne réside pas tant dans le caractère monétaire ou non de la

---

<sup>8</sup> Cette proposition de distinction de deux catégories de dettes, l'une d'ordre économique et répondant à une logique marchande et l'autre d'ordre symbolique répondant à une logique non marchande, s'inscrit dans la dualité proposée par Pierre Bourdieu entre échanges économiques et échanges symboliques, entre économie économique et économie symbolique. Se référer en particulier à Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Les Éditions de minuit, 1980 ; et à Pierre Bourdieu, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994.

<sup>9</sup> On pense par exemple à la dot, la dette du mort, aux transferts de revenus et de patrimoine au sein d'une famille ou entre les générations...

transaction mais dans la modalité de paiement qui est à l'œuvre. À cet égard, on peut distinguer deux types de modalités de paiement de la transaction : le paiement avec monnaie et le paiement sans monnaie. On parlera de *paiement avec monnaie* quand un même objet est utilisé pour un ensemble « assez large » de transactions. Le pouvoir libératoire de cet objet peut être reconnu avec une « certaine » extension (c'est le cas des monnaies provinciales ou des crédits<sup>10</sup> en Argentine) voire universellement (c'est le cas des monnaies officielles). À l'inverse, le *paiement de la transaction se fait sans monnaie* quand sont utilisés des objets particuliers dont le pouvoir libératoire n'est assuré qu'ici et maintenant, et doit être ré-éprouvé à chaque transaction. On perçoit bien ainsi la différence entre moyen de paiement et monnaie. Une pluralité d'objets peuvent en effet être employés comme moyens de paiement et donc servir à libérer d'une dette sans pour autant être des monnaies. C'est par l'extension de leur pouvoir libératoire que se distinguent les modalités de paiement qui sont monnaies et celles qui ne le sont pas. Les monnaies sont en effet des moyens de paiement dont le pouvoir libératoire est d'une « certaine généralité » (selon qu'elle est monnaie locale ou officielle). À l'inverse, d'autres moyens de paiement ne peuvent être qualifiés de monnaies car leur pouvoir libératoire est purement « ponctuel ».

Aussi, sur la base de ce qui précède, si l'on devait définir la particularité du troc par rapport aux formes de l'échange marchand, on pourrait dire que le troc désigne des *transactions monétaires* puisqu'elles s'inscrivent dans le paradigme du paiement, c'est-à-dire dans l'exigence de libération, mais qu'il correspond à des *transactions sans monnaie*, c'est-à-dire réglées en nature.

## 1.2. Le troc, une transaction monétaire particulière

Si le troc désigne bel et bien une transaction monétaire, il constitue certes une transaction monétaire d'un genre un peu spécial, qui réclame tout de même des conditions particulières pour se réaliser. Que se passe-t-il en effet quand l'agent A paye l'agent B avec sa marchandise M ? Tout d'abord A et B reconnaissent d'un commun accord que la remise de M a pouvoir libératoire. En acceptant M de la part de A, l'agent B reconnaît l'extinction de la dette de A. La relation de dette A-B est donc close : A et B sont quittes. Cette clôture est d'ailleurs la définition de la libération. Mais pour autant l'affaire est moins simple pour l'agent B que pour l'agent A. Deux configurations sont alors possibles : soit la marchandise

---

<sup>10</sup> Les monnaies provinciales correspondent à des monnaies émises par les provinces. Quant aux crédits, ils désignent des monnaies privées utilisées dans les « clubs de troc » et émises par les fondateurs des clubs de troc.

M fait valeur d'usage pour B qui la reçoit comme règlement de A. Dans ce cas, la transaction est arrivée à bonne fin aussi bien pour B que pour A. En revanche, si M ne fait pas valeur d'usage pour B, celui-ci se demande alors s'il va pouvoir l'utiliser à son tour comme moyen de règlement auprès d'un tiers. Dans ce deuxième cas, on peut dire que la créance de B a été *recouvrée mais en un sens faible*, à savoir : B a reconnu l'extinction de la dette de l'agent A. Pour que la créance de B soit dite *recouvrée au sens fort*, il va falloir faire la démonstration que la marchandise M reçue peut (ou pourra) à son tour libérer B d'une de ses dettes. Autrement dit, si B veut utiliser M comme moyen de paiement, il doit trouver parmi ses créanciers un agent C qui l'acceptera. Aussi, à l'inverse des transactions avec monnaie, le troc repose sur des instruments de paiement dont le pouvoir libératoire doit être reconnu au cas par cas. En d'autres termes, la marchandise M doit refaire à chaque transaction la démonstration de son pouvoir libératoire, à l'inverse de la monnaie officielle qui, elle, se caractérise par un pouvoir libératoire socialement reconnu et durablement acquis. L'exigence de démonstration du pouvoir libératoire de la marchandise-moyen de paiement est ainsi transmise le long de la chaîne de circulation de M et cesse quand se présente un agent Z qui la reçoit et l'accepte pour sa valeur d'usage. Pendant ce temps, une incertitude pèse sur l'agent B (puis C, D, etc.) qui se retrouve en charge de faire faire à M cette démonstration renouvelée de son pouvoir d'acquittement.

Dans le cas de la Russie, cette incertitude est rendue modérée et tolérable par une institutionnalisation et une organisation particulière du système des échanges sans monnaie : le réseau de troc. Les firmes, membres du réseau, constituent comme des sortes de « communautés » de transactions qui peuvent être présentées comme des micro-systèmes de paiement locaux. À l'intérieur du réseau, la marchandise, cédée en contrepartie d'un achat, est reçue comme moyen de paiement par une firme qui pourra à son tour s'en défaire pour payer ses propres achats et dettes, et ainsi de suite, ..., jusqu'à ce qu'un membre du réseau l'accepte pour sa valeur d'usage. L'association des entreprises en réseau a ceci de particulier qu'elle rend plus facile l'organisation des transactions. En effet, les agents B, C, D, ..., acceptent la marchandise M car la taille du réseau accroît la probabilité de trouver un Z qui prendra M comme valeur d'usage. Au surplus, compte tenu de la complexité de ces échanges, les réseaux de troc en Russie ont recours à des intermédiaires professionnels<sup>11</sup> chargés d'organiser la circulation croisée des marchandises-moyens de paiement et de trouver pour chacune d'elles un acquéreur final.

---

<sup>11</sup> Sergei Guriev et Barry Ickes, « Barter in Russia », dans Paul Seabright (dir.), *The Vanishing Rouble. Barter Networks and Non-Monetary Transactions in Post-Soviet Societies*, op.cit., p. 147-175.



Aussi, pour qu'une marchandise particulière puisse servir de moyen de paiement, deux conditions intimement liées sont nécessaires. Elle doit d'une part faire *in fine* valeur d'usage auprès d'un agent. Autrement dit, c'est d'abord parce qu'elle *peut* faire valeur d'usage pour un membre du réseau qu'elle est susceptible ensuite de servir de moyen de paiement. La marchandise-moyen de paiement doit d'autre part reposer sur une organisation des échanges complexe qui garantisse que celle-ci *trouvera bien* un acquéreur final qui l'acceptera pour sa valeur d'usage et qui, à ce moment, mettra un terme à sa circulation.

De manière plus générale, le cas de troc en Russie appelle deux commentaires supplémentaires. En premier lieu la perspective du pouvoir libératoire telle que le cas russe aide à la mieux problématiser – puisque précisément le pouvoir libératoire de la marchandise est un problème ! – permet d'éclairer sous cet angle particulier la typologie des formes de l'ordre monétaire F1, F2, F3, originellement proposée par Michel Aglietta et André Orléan<sup>12</sup>. On pourrait considérer en effet F1, qui renvoie à la situation qu'ils qualifient de « chaos » ou d'anarchie monétaire, comme la configuration dans laquelle la démonstration du pouvoir libératoire d'une marchandise M est *à chaque fois affectée* d'une incertitude radicale. Dans F3, qui correspond au régime monétaire « classique », la probabilité de faire la démonstration du pouvoir libératoire de la monnaie est en revanche par définition égale à un. Enfin, dans la configuration F2 intermédiaire, qu'ils qualifient de « fractionnement monétaire », la probabilité pour un certain objet de faire la démonstration de son pouvoir d'acquittement est strictement inférieure à un, mais elle est suffisamment haute pour décider de son acceptation.

La deuxième remarque, quant à elle, est plus générale : *la transaction monétaire strictement bilatérale n'existe pas* – et ce quelque soit les modalités de paiement. Pour un lecteur des travaux de la Régulation, cette proposition ne pose pas de problème particulier dans le cas d'une transaction avec monnaie : elle est le cœur des thèses de Michel Aglietta et André Orléan, constamment réaffirmées dans tous leurs ouvrages : la monnaie est une institution sociale qui interpose pour tout échange marchand la médiation de la société tout entière. La proposition est déjà beaucoup moins évidente dans le cas d'une forme de paiement atypique comme le paiement par la marchandise. Pourtant, dans le troc russe, l'agent B accepte la marchandise M de la part de l'agent A parce qu'il a bon espoir de trouver un C auprès de qui l'utiliser à son tour. L'agent C est donc le tiers immédiat. Mais en réalité, il y a un tiers plus « complet » qui est le réseau lui-même.

---

<sup>12</sup> Michel Aglietta et André Orléan (dir.) *La monnaie souveraine*, *op.cit.*, 1998 ; et Michel Aglietta et André Orléan, *La monnaie entre confiance et violence*, *op.cit.*, 2002.

Le troc n'est pas l'autre absolu du monétaire. Le paiement par la marchandise appartient de plein droit à l'ordre des rapports monétaires. Sa seule particularité lui vient de ne pas recourir à l'objet « monnaie officielle ». Mais c'est une particularité de circonstance, ou d'instrumentation, pas de principe. Pour autant, il est bien évident que la présence du troc indique à elle seule que l'ordre monétaire n'est pas dans sa « configuration normale ». Mais pour saisir de quels dérèglements de l'ordre monétaire le troc est l'expression, il faut préalablement analyser ses institutions et leur dynamique.

## 2. L'institution du troc et sa dynamique

Le deuxième intérêt du troc russe tient en ce qu'il caractérise un cas de fonctionnement et de changement institutionnel intéressant. En effet, il révèle l'incapacité des explications monétaires classiques à rendre compte de ce phénomène, parce que tournées exclusivement vers la monnaie et ses dysfonctionnements macroéconomiques. Il met au jour l'impératif de compléter ces analyses par un examen du troc en soi, de ses constructions institutionnelles et de ses mécanismes de fonctionnement. En effet, une telle analyse porte ses fruits puisqu'elle permet de saisir, comme on va le voir, les raisons non pas tant de sa genèse mais de sa persistance alors même que les raisons qui lui ont donné naissance ont disparu. Le troc russe présente ainsi un caractère d'hystérésis. L'idée d'irréversibilité institutionnelle contenue dans le fait stylisé d'hystérésis, avancée et formalisée déjà dans des travaux régulationnistes<sup>13</sup>, trouve ainsi un nouveau terrain d'application et contribue à alimenter la réflexion sur la question théorique des institutions et du changement institutionnel.

### *2.1. Les explications monétaires de l'essor du troc : les effets de la pénurie de liquidités*

Deux séries d'explications monétaires sont retenues pour interpréter le développement du troc et ont été par ailleurs mises en avant pour rendre compte du cas russe. La première perçoit le troc comme la conséquence d'un rejet de la monnaie officielle. Ce refus aurait des causes macroéconomiques et monétaires. La préférence pour le troc résulterait de fortes

---

<sup>13</sup> On peut citer notamment Bruno Amable, Jérôme Henry, Frédéric Lordon et Richard Topol, « Weak and Strong Hysteresis : an Application to Foreign Trade », *Economic Notes*, 24 (2), 1995, p. 353-374.

tensions inflationnistes qui remettraient en question le rouble dans ses fonctions de moyen de paiement et de réserve de valeur. Cependant, cette thèse se heurte à trois objections empiriques majeures. Si l'on observe, tout d'abord, l'évolution du troc et de l'inflation pendant la période 1992-1996, on constate en effet une corrélation négative entre ces variables<sup>14</sup>. En outre, même si le troc apparaît pendant les années de haute inflation (1992-1993), il se développe de manière significative à partir de 1994, période marquée à l'inverse par un recul très prononcé de l'inflation. Une dernière objection, enfin, peut être avancée. Si le troc était le signe du rejet du rouble, on aurait alors pu s'attendre à l'apparition d'un phénomène de dollarisation rampant de l'économie. Or, tel n'est pas le cas<sup>15</sup>.

D'autres interprétations, cette fois d'ordre microéconomique, rendent compte du troc comme l'indice d'un rejet du rouble. Le mobile avancé résiderait dans une série d'opportunités économiques à saisir par les agents : évasion fiscale<sup>16</sup>, possibilité pour certains secteurs de pratiquer une politique de prix discriminatoire<sup>17</sup>. Enfin, le recours au troc permettrait aux firmes non performantes de se maintenir ainsi en vie, simplement par ce fait qu'il leur offre un moyen d'écouler la production<sup>18</sup>. Cependant, cette série d'interprétations est là encore infirmée par la réalité russe. On ne peut ici présenter de manière substantielle l'ensemble des réserves que l'on peut leur adresser<sup>19</sup>. Quelques objections majeures peuvent néanmoins être rapidement livrées. En ce qui concerne les avantages fiscaux, seulement moins de 20% des firmes interrogées lors des enquêtes reconnaissent avoir effectivement recours au troc pour cette raison (EBRD, 1997). S'agissant de l'argument de la politique discriminatoire des prix, il faut tout d'abord rappeler que si politique discriminatoire il y a, celle-ci résulte de la forte réglementation des prix énergétiques maintenus à un niveau bas, et n'a donc rien à voir avec le troc. D'autre part, si la possibilité pour certains secteurs de

<sup>14</sup> Sophie Brana et Mathilde Maurel, « Le troc en Russie : un problème de liquidité ou de solvabilité », *AFSE*, XLVIII<sup>e</sup> Congrès annuel, 23-24 septembre 1999, 10 p.

<sup>15</sup> Les autorités monétaires et le gouvernement ont néanmoins été actifs en prenant un ensemble de mesures visant à éviter une telle menace. Pour une présentation de ces dispositifs, voir notamment Pepita Ould-Ahmed, « Le troc en Russie dans les années 1990 : Une crise des institutions monétaires sans perte de légitimité de la monnaie », dans Bruno Théret (dir.), *Crises monétaires d'aujourd'hui*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2007 à paraître.

<sup>16</sup> Kathryn Hendley, Barry Ickes, Peter Murell, Randi Ryterman, « Observations on the Use of Law by Russian Enterprises », *Post-Soviet Affairs*, 13 (1), 1997, p. 19-41.

<sup>17</sup> Cette stratégie consiste pour certaines entreprises à désirer être payées en nature dès lors que ces transactions voient leurs prix augmentés d'une prime d'illiquidité permettant de gonfler artificiellement les chiffres d'affaires. Voir sur ce point, Sergei Guriev et Dmitry Kvassov, « Barter for Price Discrimination ? A Theory and Evidence from Russia », *New Economics School Working Paper* 2001/016, 2001, Moscow.

<sup>18</sup> Clifford Gaddy et Barry Ickes, « To restructure or not Restructure : Informal Activities and Enterprise Behavior in Transition », *Davidson Working Paper*, Willam Davidson Institute, n° 34, february 1998, 35 p.

<sup>19</sup> Cette analyse a été réalisée de manière approfondie dans Pepita Ould-Ahmed (2004), « Sortir de l'alternative troc/monnaie : le cas de l'hystérèse du troc en Russie dans les années 90 », *Économie appliquée*, LVII (2), 2004, p. 7- 42.

pratiquer des prix discriminatoires était le mobile justifiant le recours au troc, comment alors expliquer que les échanges en nature ne sont pas seulement le propre de certains secteurs mais de l'ensemble des secteurs ? Enfin, et ceci répond au troisième avantage supposé, le troc ne concerne pas seulement les entreprises à faibles performances mais l'ensemble des firmes<sup>20</sup>.

Si la thèse des opportunités microéconomiques et la thèse macroéconomique de l'inflation semblent très contestables, l'hypothèse de la pénurie de liquidité apparaît beaucoup plus pertinente. En raison de l'orientation restrictive des politiques monétaires menées à partir de 1993<sup>21</sup> et des comportements bancaires, la majorité des entreprises industrielles russes souffre en effet d'un accès très limité à la monnaie : 75 % des directeurs d'entreprises se déclarent affectés par une restriction de l'offre de crédit bancaire (EBRD, 1997). Quelques chiffres témoignent de l'ampleur de la pénurie de liquidités et du rationnement du crédit bancaire. En ce qui concerne le ratio M2/PIB, de 1990 à 1995, il se contracte de 62 % (Popov, 1999). Ce taux restera inférieur à 15% jusqu'à 1998. Quant à la part du crédit bancaire dans le PIB, elle ne cesse de se réduire, passant de 34% en 1992 à 8% en 1995 (OCDE, 1997). Ce ratio demeurera inférieur à 13% au cours de la deuxième moitié des années 1990. Les conséquences d'une telle restriction monétaire sont doubles. Elle conduit d'une part les entreprises, après avoir en vain utilisé leurs prix comme variable de financement<sup>22</sup>, à procéder purement et simplement à des ajustements récessifs. Plus de 70% des directeurs d'entreprises interrogés reconnaissent en effet avoir réduit leurs investissements et leur production à cause des restrictions monétaires (Khanin, Suslov, 1999). En 1996, le volume des investissements en capital fixe ne représente que 25% de son niveau de 1990. Quant à la production industrielle, alors qu'en 1993 son volume représentait 70% du niveau de 1991, en 1998 il n'en représente plus que 50% (Tikhomirov, 2000). Les conséquences du rationnement du crédit bancaire sont également monétaires. Les entreprises y font face par le développement de crédits interentreprises... mais ces derniers se transforment progressivement en arriérés de paiement puis en impayés. Les arriérés de paiement qui concernent essentiellement les entreprises jusqu'en 1994, se généralisent par la suite affectant l'ensemble des agents

---

<sup>20</sup> Sophie Brana, Mathilde Maurel et Jérôme Sgard, « Enterprise Adjustment and the Role of Bank Credit in Russia : Evidence from a 420 Firms Quantitative Survey », *Comparative Economic Studies*, XLI (4), winter 1999, p. 47-69.

<sup>21</sup> Pour une analyse de l'évolution de la politique monétaire pendant la décennie 1990, voir Tomás Baliño, David Hoelscher et Jakob Horder, « Evolution of Monetary Policy Instruments in Russia », *IMF Staff Papers*, Working paper n° 97/180, december 1997, 39 p.

<sup>22</sup> Pepita Ould-Ahmed, « Politiques monétaires, comportements bancaires et crises de financement en Russie : les vicissitudes des années 90 », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, CNRS, 30 (2-3), 1999, p. 89-121.

économiques : les firmes bien sûr, mais aussi les salariés, les banques et l'État, comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 1- Part des arriérés de paiement, en % du PIB, 1992-1998

	1994	1995	1996	1997	1998
<i>Arriérés interentreprises</i>	9,2	7,7	11,2	13,3	17,7
<i>Arriérés d'impôts</i>	3,2	4,7	9,2	12,2	16,4
<i>Arriérés de salaires</i>	0,8	0,9	1,6	1,5	2,9

Source : Russian Economic Trends.

Ces arriérés atteignent un volume critique qui conduit les entreprises devenues majoritairement illiquides (Shiobara, 2000) à y répondre par l'essor de deux modalités de paiement parallèles. On assiste au développement de monnaies privées, les wechsels (qui sont des billets à ordre), émises par les banques, les entreprises exportatrices et les administrations locales<sup>23</sup>. En outre, avec bien souvent l'appui des administrations locales et régionales, les firmes ont recours aux pratiques de paiement alternatives telles que le troc. Les nombreux tests microéconométriques<sup>24</sup> et études macroéconomiques<sup>25</sup> corroborent l'influence du faible accès aux crédits bancaires et de l'illiquidité des entreprises sur le développement des arriérés de paiement et sur l'essor des substituts du rouble.

La séquence qui conduit au recours au troc est ainsi la suivante : en raison d'un manque de liquidités dans l'économie, les arriérés de paiement se développent et explosent au point d'aboutir à une *crise de règlement* généralisée. Le recours à des moyens de règlement alternatifs – par la marchandise – se présente alors comme une alternative permettant de pallier partiellement la paralysie des paiements.

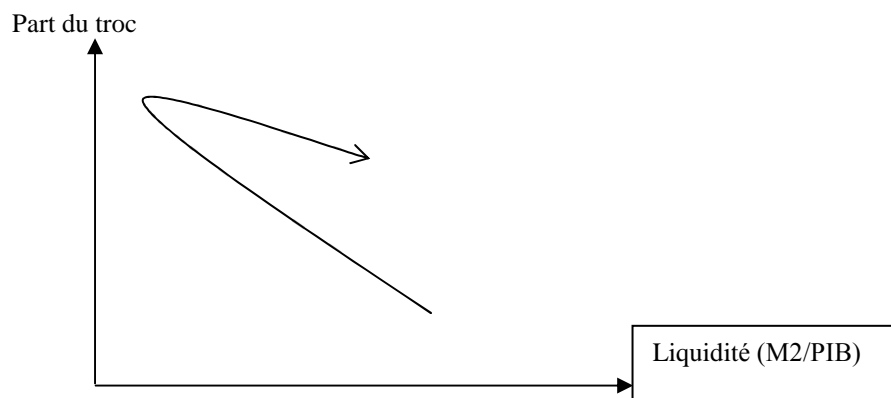
<sup>23</sup> Voir notamment OCDE, *Études économiques de l'OCDE: Fédération de Russie*, Les Études de l'OCDE, Paris, 2000 ; Pepita Ould-Ahmed, « Logiques économiques de la fragmentation monétaire : l'expérience de la Russie post-socialiste », *Journal des Anthropologues*, n° 90-91, décembre, 2002, p.261-282 ; et Yves Zlotowski, « La crise des paiements en Russie, expression d'un consensus social ? », Les Études du CERI, n° 43, août 1998.

<sup>24</sup> Se référer notamment aux travaux de Wendy Carlin, Steven Fries, Mark Schaffer, Paul Seabright, « Barter and Non-Monetary Transactions in Transition Countries : Evidence from a Cross-Country Survey », dans Paul Seabright, *op.cit.*, p. 236-256 ; de Simon Commander et Christian Mumssen, « Micro-foundations of barter in Russia », *EBRD Working Paper 37*, EBRD, december 1998; de Simon Commander et Christian Mumssen, « The Growth of Non-Monetary Transactions in Russia : Causes and Effects », dans Paul Seabright, *op.cit.*, p. 115-146; de Simon Commander, Irina Dolinskaya, Christian Mumssen, art.cité.; et de Dalia Marin, Daniel Kaufmann, Bogdan Gorochofskij, « Barter in Transition Economies : Competing Explanations Confront Ukrainian Data », dans Paul Seabright, *op.cit.*, p. 207-235.

<sup>25</sup> L'étude de Sophie Brana et Mathilde Maurel, art. cité, sur la période 1992-1998 révèle que la situation financière dégradée des entreprises est un élément déterminant du développement du troc. Ces résultats sont renforcés par Rudiger Ahrend, Sergei Aukustionek et Sveta Parilval, « Russian Industry – Casless or Hopeless ? – Explaining a decade of barter », Russian European Centre for Economic policy, Working Paper, Moscow, 2000.

Néanmoins, si cette interprétation par la pénurie de liquidités parvient à expliquer l'apparition du troc, elle se heurte à un fait stylisé complexe : non plus son essor mais sa *persistance*. On assiste en effet à un phénomène d'hystérésis puisqu'en dépit de l'amélioration de la liquidité dans l'économie dès 1997, le troc ne connaît pas de reflux corrélatif. Il continue de progresser en 1998 s'élevant à 51% puis régresse mais faiblement en 1999-2000, où il représente 39%. Le premier graphique permet de se représenter le profil théorique d'une courbe d'hystérésis du troc avec sur l'axe des ordonnées une variable d'état, ici la part du troc, et une variable de contrôle en abscisses, ici la liquidité de l'économie mesurée par M2/PIB. L'hystérésis du troc peut être décrit de la manière suivante : quand la liquidité est restreinte, le troc augmente. Mais à mesure que la liquidité se rétablit, le troc ne baisse pas dans les mêmes proportions : il y a un effet de rémanence. C'est ce que confirme la courbe empirique ci-dessous établie sur la période 1992-2000.

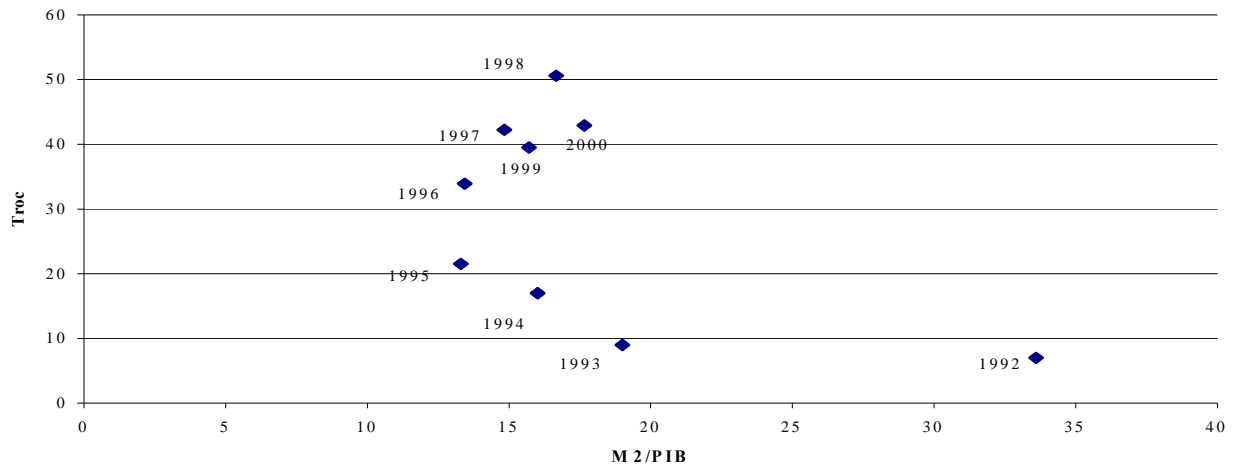
Graphique 1 - Courbe théorique de l'hystérésis du troc



Si parmi les interprétations purement monétaires du troc, celle de la pénurie apparaît bien mieux fondée que celle de l'excès de liquidité, l'une comme l'autre sont également déficientes pour rendre compte non plus de l'essor mais de la rémanence du troc. Cette carence a fondamentalement à voir avec la manière dont ces interprétations problématissent – ou plus exactement oublient de problématister – le troc *en soi*. Toutes deux en effet partent du rouble comme étant la norme et pensent alors le troc comme simple défaut à partir de cette norme. Dans ces conditions, si la norme est restaurée dans son intégrité, le troc qui s'était développé par carence devrait disparaître. Or, tel n'est pas le cas. Par rapport à une telle perspective, le troc n'est donc jamais pensé positivement, pour lui-même, mais toujours négativement à partir de la norme « monnaie officielle ». À quoi s'ajoute que l'un et l'autre cadre approchent le troc à partir d'un « modèle » de causalité instantanée. Or, l'hystérésis

suggère que le troc est un phénomène à propriétés dynamiques, et en l'espèce que des événements passés peuvent continuer de produire des effets dans le présent alors que les facteurs qui leur ont donné naissance n'existent plus.

Graphique 2 - Le troc : un phénomène d'hysteresis



Sources: Russian Economic Barometer, Banque centrale de Russie.

C'est ce même phénomène d'hystérésis qui suggère d'en appeler à des analyses institutionnelles du troc : si l'hystérésis a à avoir avec une forme d'irréversibilité, c'est bien là une propriété dont les (certaines) constructions institutionnelles sont capables. En effet, les institutions qui façonnent les comportements et les pratiques sont des constructions suscitées par les nécessités de certaines conjonctures, mais ce sont des constructions *durables*. Elles ne sont donc pas parfaitement réversibles : elles peuvent être d'une durée de vie qui dépasse la conjoncture qui les a fait émerger. Il peut donc y avoir inertie des constructions institutionnelles et par suite hystérésis des pratiques. C'est particulièrement le cas pour le troc russe. Pour comprendre son caractère d'hystérésis, il faut donc étudier le troc *pour lui-même, au travers de ses institutions spécifiques*. Il s'agit d'analyser la logique qui a présidé à leur construction pour comprendre comment elles façonnent durablement les comportements. Autrement dit, pour saisir l'hystérésis du troc en Russie, l'interprétation en termes de pénurie de liquidités doit être complétée par une interprétation plus largement institutionnelle.

## 2.2. L'hystérésis du troc : l'effet des irréversibilités institutionnelles

L'étude du troc et de son fonctionnement éclaire l'influence déterminante qu'exercent ces réseaux sur les firmes membres dans un contexte de grande incertitude monétaire,

caractérisée par l'absence d'intermédiation bancaire véritable et par une paralysie généralisée des paiements. En leur permettant d'utiliser leurs marchandises pour régler leurs dettes, les réseaux de troc procurent en effet à ces entreprises des avantages très importants en matière de paiement et de production. Ce faisant, il fonctionne comme une institution de paiement et de financement alternative. Néanmoins, ces avantages sont obtenus moyennant un certain nombre de coûts fixes irréversibles. C'est pourquoi, la décision pour une firme d'entrer en réseau peut être assimilée à un investissement irréversible dans un contexte d'incertitude, et le phénomène d'hystérésis du troc est inscrit dans cette caractéristique. En effet, comme tout investissement de cette nature, cette décision doit arbitrer entre des coûts – d'entrée et de sortie – et des avantages substantiels. Il ne s'agira pas ici de proposer une analyse exhaustive des caractéristiques de cet investissement à *sunk costs* mais d'en présenter les principaux aspects<sup>26</sup>.

Les coûts d'entrée sont relatifs à l'organisation des échanges en nature et visent à permettre que les marchandises qui circulent à l'intérieur du réseau réalisent un paiement effectif. En effet, ces transactions demandent bien souvent l'intervention d'intermédiaires professionnels : 40% des échanges en troc sont arrangés par ces intermédiaires qui prennent soin de formaliser le règlement des dettes moyennant bien sûr une rémunération (Commander et *al.*, 2000). Il entre également dans les coûts d'entrée l'acceptation de la discipline du réseau. L'organisation du réseau exige en effet des entreprises membres qu'elles renoncent à la liberté de choix de leurs partenaires commerciaux. L'entreprise doit accepter de vendre contre marchandise à une entreprise déterminée alors qu'elle aurait pu préférer échanger avec un autre partenaire doté de cash, appartenant ou non au réseau. L'impossibilité de choisir son partenaire s'explique, on l'a vu, par la complexité de la circulation des marchandises-moyens de paiement, organisée pour maximiser leur probabilité de faire valeur d'usage. Il est donc interdit aux membres du réseau de se soustraire à cette organisation pour saisir des opportunités de transacter en cash. Toute entorse à la discipline du réseau se trouve sanctionnée d'exclusion *définitive*.

En contrepartie, l'appartenance au réseau offre à la firme deux avantages de taille. Premièrement, bien sûr, la possibilité de payer avec sa marchandise, mais aussi celle d'être payée dans un contexte de pénurie de liquidités qui rend le dénouement des transactions aléatoires à l'extérieur du réseau. Le deuxième avantage lié au premier, correspond à la

---

<sup>26</sup> Pour une présentation approfondie, se reporter à Pepita Ould-Ahmed, « Barter Hysteresis in post-Soviet Russia : an Institutional and Post-Keynesian Perspective », *Journal of Post Keynesian Economics*, 26 (1), fall, 2003a, p. 95-116.



facilité d'écouler sa production dès lors que la marchandise produite peut être utilisée comme moyen de paiement, et par là de maintenir l'activité (Linz et Krueger, 1998). L'aptitude des réseaux à soutenir la production des entreprises à un niveau plus important que si celles-ci se limitaient aux transactions réglées en cash est mise en évidence par les enquêtes<sup>27</sup>. Par conséquent, le réseau de troc permet de satisfaire deux contraintes qui s'auto-renforcent en Russie – en raison de la forte concentration de l'industrie<sup>28</sup> héritée du modèle soviétique –, la contrainte de liquidité et la contrainte de débouchés.

Il y a donc de nombreux avantages pour les firmes à entrer et à demeurer dans le réseau. Cette incitation à rester se trouve en outre renforcée par l'existence de coûts de sortie. Ceux-ci correspondent à la perte *définitive* des avantages que procure le réseau dès lors que la firme décide de le quitter. En effet, une fois sortie, l'entreprise n'est pas autorisée à rentrer à nouveau. On comprend alors que les entreprises hésitent à abandonner le réseau, même lorsqu'elles observent une résorption des problèmes de liquidité. Car cette amélioration des conditions de liquidités de l'économie est elle-même affectée d'une très grande incertitude. La règle de sortie définitive conduit alors les firmes à ne sortir du réseau que lorsque cette amélioration leur semble très significative et surtout durable. C'est donc la conjonction entre l'incertitude monétaire et les règles institutionnelles du troc qui produit l'effet d'hystérésis.

Il faut disposer de cette vue des institutions du troc pour pouvoir revenir à l'analyse de l'ordre monétaire russe proprement dit. Il importait d'abord de réfuter une idée reçue et de voir que le troc appartient bel et bien à l'ensemble des transactions monétaires et ne correspond nullement à l'effondrement de l'ordre monétaire. Pour autant, il serait absurde de nier que sa présence soit l'expression d'une perturbation de cet ordre monétaire. La question qu'il reste à analyser est donc double : comment le troc affecte-il la monnaie officielle? Quels dérèglements dans l'ordre monétaire le troc russe exprime-t-il ?

### 3. Le troc russe, un ordre monétaire altéré

Que fait le troc à la monnaie officielle ? Il est évident qu'il l'affecte puisqu'il remet en question la construction unitaire autour du rouble comme seul moyen de paiement.

---

<sup>27</sup> On pense notamment aux résultats d'enquêtes menées par l'Institute for the Economy in Transition à Moscou reposant sur près de plus de 1000 entreprises russes en 1999 et 2000.

<sup>28</sup> Enrico Perotti et Stanislav Gelfer, « Investment Financing in Russian Financial-Industrial Groups », *William Davidson Institute Working Papers Series 242*, University of Michigan Stephen M. Ross Business School, 1998, 27 p.

Néanmoins, le développement de ces moyens de paiement parallèles ne constitue pas pour autant une réelle menace pour le rouble. Celui-ci demeure la seule monnaie de référence et constitue le moyen de paiement hiérarchiquement supérieur. Seul le rouble en effet a un pouvoir libératoire universel, c'est-à-dire reconnu par tous pour le règlement de toutes les dettes, y compris l'impôt. Un autre indice témoigne de la supériorité de la monnaie officielle : si les agents recourent aux échanges en nature, leur préférence pour les paiements en cash est clairement affichée. Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner le différentiel de prix<sup>29</sup> selon les modalités de paiement: le prix d'un bien réglé en nature est en effet supérieur de 40% à 50% au prix de ce même bien payé en monnaie (OCDE, 2000). Enfin, un dernier point qu'il faut souligner est que les échanges en nature tiennent leurs conditions de réalisation de la monnaie officielle. L'utilisation d'une multitude de marchandises comme moyens de paiement n'est en effet possible que parce que le rouble demeure *l'unité de compte* en laquelle s'expriment ces marchandises. Il se pose comme la référence sociale pour l'évaluation, c'est-à-dire l'instrument par lequel les biens sont rendus commensurables en faisant correspondre à chaque bien un prix. Autrement dit, c'est parce qu'il existe un système de prix monétaires, prenant le rouble comme unité de compte auquel les agents économiques peuvent se référer pour réaliser leurs transactions, que les échanges réglés en nature sont possibles.

En ce qui concerne maintenant la deuxième question – à savoir, quelle sorte de dérèglement monétaire exprime le troc ? –, la réponse synthétique que l'on se propose de fournir est la suivante : *le troc russe ne traduit pas une perte de légitimité de la monnaie*. L'argument, évoqué à l'instant, de la persistance du rouble comme référence et la thèse de pénurie de liquidité montrent bien que le troc ne procède pas d'un rejet du rouble. Pour autant, même s'il ne traduit pas une crise de *la monnaie*, le troc n'est pas moins la manifestation d'une crise profonde de l'ordre monétaire. Le troc russe exprime une crise de confiance dans les institutions monétaires officielles, que l'on pourrait qualifier, en reprenant la typologie des formes de confiance proposée par Michel Aglietta et André Orléan, de crise de la « confiance hiérarchique ». La confiance hiérarchique renvoie à la confiance dans l'institution en charge de la règle monétaire c'est-à-dire de l'émission du moyen de règlement officiel. Or, le troc se développe en réaction aux politiques monétaires d'austérité menées par la Banque centrale de Russie en 1993-1995 puis en 1995-1998. Mais il est également une réponse aux

---

<sup>29</sup> Paul Seabright, *op.cit.*

comportements des banques<sup>30</sup> qui ne cessent tout au long des années 1990 de préférer au financement de l'activité productive des opérations purement spéculatives, à horizons très courts et à hauts rendements. Une telle restriction de la base monétaire et du crédit bancaire ne pouvait que conduire à favoriser une pénurie de liquidités qui s'est à son tour soldée à la fois par une crise des paiements et une crise de financement. Elle a eu également pour effet d'encourager le développement parallèle de micro-systèmes de paiement locaux dès 1993, utilisant des moyens de paiement de substitution.

Au-delà de sa dynamique d'apparition proprement dite, la rémanence du troc traduit, quant à elle, une altération plus sérieuse encore de la confiance des agents économiques dans la capacité de la Banque centrale à mener une politique favorable à l'économie. Cette méfiance reste très importante, et ce malgré la volonté affichée par l'Institut d'émission, lors de la présentation de son programme officiel<sup>31</sup> pour 1999 à la Douma, de promulguer une politique en rupture avec celle menée depuis 1995. Celle-ci se veut désormais plus active afin de promouvoir l'expansion du crédit, la croissance industrielle et la compétitivité – basculement symbolisé par un renouvellement de toute l'équipe de direction. De tels signaux ne suffiront pourtant pas à apaiser les craintes des agents économiques. Ceux-ci se souviennent en effet des politiques monétaires restrictives passées, de leur grande instabilité, et des revirements permanents de la Banque centrale qui ont contribué à la priver de cohérence temporelle et de crédibilité. Par ailleurs, en dépit des annonces de grands bouleversements de la politique monétaire, dans la pratique, les changements observés sont minces jusqu'à 2001. La politique monétaire se limite toujours à des interventions ponctuelles de l'Institut d'émission sur les marchés monétaires et de change pour contenir les tensions sur le rouble (Rock et Solodkov, 2001).

Un autre facteur qui affaiblit la crédibilité de la Banque centrale dans sa capacité à soutenir l'économie intérieure tient au constat de son pouvoir limité sur le système bancaire. Les nouvelles lois bancaires<sup>32</sup> – la loi sur l'insolvabilité des établissements de crédit (février 1999) accordant à la Banque centrale le pouvoir de révoquer les agréments bancaires et la loi

---

<sup>30</sup> Pour une présentation de l'évolution du système bancaire et des stratégies d'enrichissement des puissances monétaires et financières, se reporter à Ramine Motamed-Nejad, « Ordre monétaire, pouvoir patrimonial et crises de paiement en Russie post-socialiste, 1992-1998 », dans Bruno Théret, *op.cit.*

<sup>31</sup> « Un régime de taux de change flottant donnera à la banque centrale la possibilité d'accroître la liquidité de l'économie. Un taux de change déterminé librement par le marché et n'entraînant pas de ponction sur les réserves de change permettra à la banque centrale de consacrer plus d'attention aux problèmes du secteur réel de l'économie » (Extrait du programme de la banque centrale pour 1999, présenté à la Douma le 1<sup>er</sup> décembre 1998, conformément à l'article 44 de la Loi sur la banque centrale).

<sup>32</sup> Il s'agit respectivement des lois fédérales n° 40-FZ (du 25 février 1999) et n° 144-FZ (du 8 juillet 1999).

sur la restructuration des banques (juillet 1999) – devaient permettre de restructurer le secteur bancaire très fragilisé par le krach de l'été 1998. Mais là encore, la restructuration du secteur bancaire demeure lente en raison de fortes pressions politiques<sup>33</sup>. Le pouvoir de la Banque centrale est constamment entravé, depuis 2000, par le pouvoir grandissant de grands conglomérats industriels<sup>34</sup> qui contestent sa politique et qui, par l'intermédiaire d'un lobby industriel très puissant, le RSPP<sup>35</sup> (l'Union des industriels et des entrepreneurs russes), cherchent à influencer la stratégie des institutions publiques relative à la réglementation et aux réformes bancaires. Cette perte de crédibilité de la Banque centrale est à l'origine d'une incertitude permanente sur les conditions de liquidité. Et, cette incertitude, on l'a vu, est à l'origine du phénomène d'hystérésis du troc.

Il faut attendre le printemps 2001 pour constater une évolution des comportements des banques en faveur de la production et de l'investissement. On assiste en effet à une augmentation significative des crédits accordés au secteur non financier : comparé au PIB, le volume des crédits à l'économie passe de 10% à 17% de 1999 à 2003<sup>36</sup>. Mais à y regarder de plus près, il ne s'agit pas d'un changement structurel concernant l'ensemble des banques mais plutôt d'un soutien plus important de la part des seules banques publiques à l'économie. Répondant aux directives pressantes du gouvernement et de la Banque centrale, la Sberbank<sup>37</sup> et la Vneshtgorbank<sup>38</sup>, les deux plus importantes banques russes, financent en effet à elles seules près de 50% des crédits au secteur réel. Si l'on prend par exemple la Sberbank, celle-ci a massivement développé ses activités de crédit : la part des crédits dans son portefeuille passe de 22,5% à 47,5% de 1999 à 2001, soit une hausse de 200% en termes réels<sup>39</sup>. L'augmentation du volume de ses crédits<sup>40</sup> a profité entre 2001 et 2002 à l'agriculture (69%), au secteur de la construction (45%), au commerce et magasins d'approvisionnement publics (49%), aux transports et communications (42%) et aux entreprises industrielles (21%). Si l'on regarde à présent les autres banques, leur contribution au financement de l'économie demeure

<sup>33</sup> Boris Kagarlitsky, *La Russie aujourd'hui. Néolibéralisme, autocratie et restauration*, Paris, Parangon, 2004.

<sup>34</sup> Il s'agit des compagnies exportatrices en pétrole, matières premières (métal) et en énergie (gaz).

<sup>35</sup> RSPP correspond en russe à Rossiiskii Soiuz Promyshlennikov i Predprinimatelei que l'on traduit communément par l'Union des industriels et entrepreneurs russes.

<sup>36</sup> Les données sont issues des statistiques officielles de la Banque centrale de Russie.

<sup>37</sup> Il s'agit de la banque d'épargne russe. Elle correspond à la première banque de Russie et détient 76% de l'ensemble des dépôts des ménages au 1<sup>er</sup> janvier 2001.

<sup>38</sup> Elle correspond à la deuxième banque russe dont la fonction historique était de centraliser les opérations financières internationales de l'URSS. Alors que la VTB appartient désormais au Ministère des finances depuis septembre 2002, la Sberbank demeure sous le contrôle de la Banque centrale de Russie.

<sup>39</sup> Les chiffres sont issus de la Banque centrale de Russie.

<sup>40</sup> Les sources proviennent du Banking Supervision Report 2002, The Central Bank of the Russian Federation.

toujours très modérée : la part des crédits au secteur non-financier dans le bilan global des banques s'est même contractée pour les 19 principales banques suivantes, passant de près de 60% en 1997 à 27% en 2001 (OCDE, 2002).

À partir de 2001, le gouvernement souhaite également créer deux nouvelles banques afin de financer les secteurs jugés dans une situation critique : la banque russe pour le développement et la banque russe d'agriculture. Après la période de grande privatisation, on assiste donc à une reconcentration et à une renationalisation du système bancaire qui donne à l'État davantage de moyens pour jouer un rôle de premier plan dans le financement de l'économie. À ce propos, il est intéressant de noter que cette proposition de remodelage de ce système n'est pas sans ressemblance avec la configuration structurelle soviétique où les banques étaient spécialisées par secteurs... On peut penser que toutes ces réformes participent à la reconstruction progressive de la confiance des agents dans les institutions monétaires officielles. Un des indices de ce regain de confiance hiérarchique est d'ailleurs le reflux corrélatif et significatif du troc dès 2001.

Tableau 2 – Poids relatif des différentes banques dans l'actif bancaire total, au 1<sup>er</sup> janvier 2001

	Toutes banques	Sberbank	19 principales banques suivantes	Petites banques
<i>Actif</i>	100	23,5	43,2	33,3
<i>Encours des crédits :</i>	100	31,2	39,4	29,5
<i>au secteur non financier</i>	100	33,7	35,3	31
<i>Titres publics</i>	100	56,6	28,1	15,4
<i>Autres titres</i>	100	8,2	33,6	58,2
<i>Dépôts des personnes morales</i>	100	26,6	24,2	49,2
<i>Dépôts des ménages</i>	100	76,5	9,4	15,4

Source : Banque centrale de Russie, Sberbank ([www.sbr.ru/](http://www.sbr.ru/))

Ainsi, le troc en Russie ne résulte pas d'une crise de confiance des agents économiques *dans la monnaie* mais d'une crise de confiance *dans les institutions monétaires officielles*. On assiste ainsi à une détérioration de la confiance hiérarchique durant les années 1990. Dans ce contexte, le troc s'est alors présenté comme une alternative permettant de poursuivre l'activité productive. En effet, pendant cette longue décennie d'incertitude monétaire, qu'ont fait les agents économiques ? Ils se sont adaptés. Et là où la confiance hiérarchique faisait défaut, ils ont recréé des formes d'organisation des transactions fonctionnant cette fois à la confiance méthodique: « fondée sur la routine ou la tradition, elle [la confiance méthodique] procède de la répétition des actes qui mènent les échanges à bonne fin et les dettes privées à leur règlement. Ce type de confiance exprime une dimension

sécuritaire par adhésion commune à la règle explicitée. C'est une armature de repères et de rôles où se moulent les acteurs privés. Elle est le fruit de la régularité<sup>41</sup> ».

Les réseaux de troc russe ont bel et bien produit de la confiance méthodique. On pourrait toutefois s'étonner de l'apparition spontanée de ces réseaux et de la confiance qu'ils ont rapidement produite alors qu'on sait que la confiance méthodique émane en général d'un processus d'apprentissage. On a la réponse à cette question quand on analyse l'origine de ces réseaux. En effet, ils ne correspondent pas à des créations institutionnelles nouvelles de la transition mais sont pour l'essentiel la résurgence d'anciens réseaux de la période soviétique<sup>42</sup>. Il s'agit en grande partie des réseaux officiels d'entreprises organisés par le Plan mais aussi des réseaux officieux chargés de réaliser des arrangements entre les firmes pour contourner les pénuries de ressources matérielles et financières et de répondre ainsi aux impératifs de la production planifiée. Les réseaux de troc correspondent donc largement à la remise en service d'anciens réseaux, élargis aux nouvelles entreprises des années 1990 (Humphrey, 2000). Ils se redéploient dans un contexte dans lequel il est impératif de s'adapter face à l'adversité monétaire. Mais surtout ces réseaux actuels ne font que réactiver leur longue pratique d'échanges, reposant sur des relations de confiance entre les membres et sur des références communes, confiance qui est le résultat d'habitudes sédimentées par l'histoire, et de pratiques rodées par le temps.

## Conclusion - La différence et la crise, plus révélateurs que le même et le régime

Étudier des expériences comme celle du troc en Russie, et plus largement des cas de fragmentation monétaire, n'a pas vocation à simplement empiler des situations empiriques pour elles-mêmes. Et cependant le comparatisme requiert bien d'enrichir le spectre des configurations monétaires analysées, mais pour les mettre en contraste les unes avec les autres. La variété des cas peut seule produire un effet de distanciation par rapport à ce qui nous est tellement familier et qui du coup nous empêche de réfléchir puisque relevant de l'évidence, du « cela va de soi ». Cette recherche de la différence est d'autant plus nécessaire dès lors que le chercheur est lui-même plongé dans des configurations monétaires relativement stables, où l'institut d'émission impose avec succès sa règle monétaire et surtout

---

<sup>41</sup> Michel Aglietta et André Orléan, *La monnaie entre violence et confiance*, op.cit., p.104.

<sup>42</sup> Pepita Ould-Ahmed, « Les transitions monétaires en URSS et en Russie : une continuité par-delà la rupture », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 5, septembre-octobre, 2003b, p. 1107-1135.

une monnaie officielle unique dont le monopole n'est pas contesté. Ces types de configurations incitent peu à s'interroger sur la monnaie. Mais il en est autrement des régimes monétaires instables ou en crise. C'est dans de telles configurations en transition, où l'ordre monétaire est pénétré par d'autres monnaies (devises étrangères, monnaies privées locales) ou par des pratiques monétaires parallèles, et où les autorités monétaires centrales parviennent tant bien que mal à contrôler ces situations et à conserver le pouvoir sur la règle monétaire, c'est dans ces cas de crise donc, que les enjeux sociaux et politiques ainsi que les luttes de pouvoir qui se jouent autour de la monnaie se laissent le mieux voir.

L'étude de ces cas de fragmentation monétaire est également salutaire en ce qu'ils bousculent nos schèmes mentaux, nos cadres théoriques et analytiques profondément incorporés et très imprégnés par les contextes concrets dans lesquels nous sommes plongés. Elle permet ainsi de nous faire prendre conscience que le regard porté pour comprendre une autre situation monétaire est d'emblée sous influence. Cet effort de réflexivité scientifique est encouragé dès lors que le plaquage de nos schémas « habituels » ne permet pas de rendre compte des situations dont les fonctionnements procèdent de logiques très éloignées de celles qui font notre « norme ». Or, le détour a un effet en retour : nous faisant prendre de la distance par rapport à notre cadre théorique et analytique familier, il nous permet de le réinterroger mieux que notre propre situation monétaire à partir de laquelle il a été directement induit. C'est bien le bénéfice qu'on peut tirer de l'expérience du troc russe qui nous aura permis de revenir sur certains de nos concepts monétaires habituels indûment tenus pour synonymes – monnaie, moyens de paiement – ou sur certaines antinomies trop vite acceptées – ainsi le troc perçu comme l'antithèse de l'échange monétaire. Mettre ces concepts à l'épreuve de situations monétaires « extraordinaires » est aussi un moyen d'avancer dans la compréhension de la monnaie et du fait monétaire.

## Références bibliographiques

- AGLIETTA (Michel), ORLEAN (André) (dir.), *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob, 1998.  
 AGLIETTA (Michel), ORLEAN (André), *La monnaie entre violence et confiance*, Paris, Odile Jacob, 2002.  
 AHREND (Rudiger), AUKUSTIONEK (Sergei) et PARILVAL (Sveta), « Russian Industry – Casless or Hopeless ?- Explaining a decade of barter », Russian European Centre for Economic policy, Working Paper, Moscow, 2000.  
 AMABLE (Bruno), HENRY (Jérôme), LORDON (Frédéric), TOPOL (Richard), « Weak and Strong Hysteresis : an Application to Foreign Trade », *Economic Notes*, 24 (2), 1995, p. 353-374.

- ARNOLD (Arthur Z.), *Banks, Credit and Money in Soviet Russia*, New York, Columbia University Press, 1937.
- AUKUTIONEK (Sergei), « Industrial Barter in Russia », *Communist Economies & Economic Transformation*, 10 (2), 1998, p. 179-189.
- AUKUTIONEK (Sergei), « Barter : New Data and Comments », *The Russian Economic Barometer*, 3, 1999, p. 1-16.
- BALIÑO (Thomás), HOELSCHER (David), HORDER (Jakob), « Evolution of Monetary Policy Instruments in Russia », *IMF Staff Papers, Working paper n° 97/180*, december 1997, 39 p.
- BANQUE CENTRALE DE RUSSIE, [www.cbr.ru/eng/](http://www.cbr.ru/eng/).
- BATYREV V. M., *Les relations monétaires et marchandes, les finances et le crédit dans l'économie socialiste*, Moscou, 1970.
- BRANA (Sophie), MAUREL (Mathilde), « Le troc en Russie : un problème de liquidité ou de solvabilité », *AFSE*, XLVIII<sup>e</sup> Congrès annuel, 23-24 septembre 1999, 10 p.
- BRANA (Sophie), MAUREL (Mathilde), SGARD (Jérôme), « Enterprise Adjustment and the Role of Bank Credit in Russia : Evidence from a 420 Firms Quantitative Survey », *Comparative Economic Studies*, XLI (4), winter 1999, p. 47-69.
- BLANC (Jérôme), *Les monnaies parallèles. Unité et diversité du fait monétaire*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques économiques », 2000.
- BOURDIEU (Pierre), *Le sens pratique*, Paris, Les Éditions de minuit, 1980.
- BOURDIEU (Pierre), *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994.
- CARLIN (Wendy), FRIES (Steven), SCHAFFER (Mark), SEABRIGHT (Paul), « Barter and Non-Monetary Transactions in Transition Countries : Evidence from a Cross-Country Survey », dans Paul Seabright (dir.), *The Vanishing Rouble. Barter Networks and Non-Monetary Transactions in Post-Soviet Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 236-256.
- CARR (Edward Hallet), *La révolution bolchévique. L'ordre économique*, tome 2, Paris, Les Éditions de minuit, 1974. Traduction de l'édition originale (1952), *The Bolshevik Revolution (1917-1923)*, Macmillan and Co Editor.
- COMMANDER (Simon), DOLINSKAYA (Irina), MUMSSEN (Christian), « Determinants of Barter in Russia : An Empirical Analysis », *IMF Working Paper, Working Paper n° 00/155*, 2000, 33 p.
- COMMANDER (Simon), MUMSSEN (Christian), « Micro-foundations of barter in Russia », *EBRD Working Paper 37*, EBRD, december 1998.
- COMMANDER (Simon), MUMSSEN (Christian), « The Growth of Non-Monetary Transactions in Russia : Causes and Effects », dans Paul Seabright (dir.), *The Vanishing Rouble. Barter Networks and Non-Monetary Transactions in Post-Soviet Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 115-146.
- EBRD, *Transition Report 1997. Enterprise Performance and Growth*, London, EBRD, 1997.
- GADDY (Clifford), ICKES (Barry), « To restructure or not Restructure : Informal Activities and Enterprise Behavior in Transition », *Davidson Working Paper*, Willam Davidson Institute, n° 34, february 1998, 35 p.
- GURIEV (Sergei), ICKES (Barry), « Barter in Russia », dans Paul SEABRIGHT (dir.), *The Vanishing Rouble. Barter Networks and Non-Monetary Transactions in Post-Soviet Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 147-175.
- GURIEV (Sergei), KVASSOV (Dmitry), « Barter for Price Discrimination ? A Theory and Evidence from Russia », *New Economics School Working Paper 2001/016*, 2001, Moscow.



- HENDLEY (Kathryn), ICKES (Barry), MURELL (Peter), RYTERMAN (Randi), « Observations on the Use of Law by Russian Enterprises », *Post-Soviet Affairs*, 13 (1), 1997, p. 19-41.
- HUMPHREY (Caroline), « An Anthropological View of Barter in Russia », dans Paul SEABRIGHT (dir.), *op.cit.*, 2000, p. 71-90.
- KAGARLITSKY (Boris), *La Russie aujourd'hui. Néolibéralisme, autocratie et restauration*, Paris, Parangon, 2004.
- KHANIN (Girsh), SUSLOV (Nikita), « The Real Sector of the Russian Economy : Estimation and Analysis », *Europe-Asia Studies*, 51 (8), 1999, p. 1433-1454.
- LINZ (Susan), KRUEGER (Gary), « Enterprise Restructuring in Russia's Transition Economy : Formal and Informal Mechanisms », *Comparative Economic Studies*, 40 (2), summer, 1998, p.5-52.
- MARIN (Dalia), KAUFMANN (Daniel), GOROCHOWSKI (Bogdan), « Barter in Transition Economies : Competing Explanations Confront Ukrainian Data », dans Paul Seabright (dir.), *The Vanishing Rouble. Barter Networks and Non-Monetary Transactions in Post-Soviet Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 207-235.
- MOTAMED-NEJAD (Ramine), « Monnaie et travail en Russie: fondements et enjeux d'une déconnexion », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, vol. 27, n° 2, juin, 1996, p. 53-108.
- MOTAMED-NEJAD (Ramine), « Ordre monétaire, pouvoir patrimonial et crises de paiement en Russie post-socialiste, 1992-1998 », dans Bruno THERET (dir.), *La monnaie révélée par ses crises*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2007 à paraître.
- OCDE, *Études économiques de l'OCDE: Fédération de Russie*, Les Études de l'OCDE, Paris, 1997, 2000, et 2002.
- OULD-AHMED (Pepita), « Politiques monétaires, comportements bancaires et crises de financement en Russie : les vicissitudes des années 90 », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, CNRS, 30 (2-3), 1999, p. 89-121.
- OULD-AHMED (Pepita), « Logiques économiques de la fragmentation monétaire : l'expérience de la Russie post-socialiste », *Journal des Anthropologues*, n° 90-91, décembre, 2002, p.261-282.
- OULD-AHMED (Pepita), « Barter Hysteresis in post-Soviet Russia : an Institutional and Post-Keynesian Perspective », *Journal of Post Keynesian Economics*, 26 (1), fall, 2003a, p. 95-116.
- OULD-AHMED (Pepita), « Les transitions monétaires en URSS et en Russie : une continuité par-delà la rupture », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 5, septembre-octobre, 2003b, p. 1107-1135.
- OULD-AHMED (Pepita), « Sortir de l'alternative troc/monnaie : le cas de l'hystérésis du troc en Russie dans les années 90 », *Économie appliquée*, LVII (2), 2004, p. 7-42.
- OULD-AHMED (Pepita), « Le troc en Russie dans les années 1990 : Une crise des institutions monétaires sans perte de légitimité de la monnaie », dans Bruno Thérét (dir.), *La monnaie révélée par ses crises*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2007.
- ORLEAN (André), « La monnaie, opérateur de totalisation », entretien réalisé par Françoise BOURDARIAS, *Journal des Anthropologues*, vol. 90-91, 2002, p. 331-352.
- ORLEAN (André), « Monnaie, séparation marchande et rapport salarial » dans Frédéric LORDON (dir.), *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.
- PEROTTI (Enrico), GELFER (Stanislav), « Investment Financing in Russian Financial-Industrial Groups », *William Davidson Institute Working Papers Series 242*, University of Michigan Stephen M. Ross Business School, 1998, 27 p.

- PEROTTI (Enrico), GELFER (Stanislav), « Red Barons or Robber Barons ? Governance and Investment in Russian Financial-Industrial Groups », *European Economic Review*, 45 (9), october, 2001, p.1601-17.
- PINTO (Brian), DREBENTSOV (Vladimir), MOROZOV (Alexander), « Dismantling Russia's Nonpayments System. Creating Conditions for Growth », *World Bank Technical Paper n°471, Europe and Central Asia Poverty reduction and Economic Management Series*, juin 2000, 72 p.
- POPOV (Vladimir), « The Financial System in Russia Compared to Others Transition Economies: The Anglo-American Versus the German-Japanese Model », *Comparative Economic Studies*, 41 (1), winter, 1999, p. 1-42.
- PONSOT (Jean-François), « La dollarisation : une interprétation institutionnaliste et macroéconomique, Communication au *Forum de la Régulation*, Paris, 9-10 octobre 2003.
- RAINEAU (Laurence), *L'utopie de la monnaie immatérielle*, Paris, PUF, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 2004.
- ROCK (Charles), SOLODKOV (Vasiliy), « Monetary Policies, Banking, and Trust in Changing Institutions : Russia's Transition in the 1990s », *Journal of Economic Issues*, 35 (2), 2001, june, p. 451-458.
- RUSSIAN ECONOMIC TRENDS, <http://www.ingentaconnect.com/content/09670793>.
- SEABRIGHT (Paul) (dir.), *The Vanishing Rouble. Barter Networks and Non-Monetary Transactions in Post-Soviet Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.
- SBERBANK, [www.sbr.ru](http://www.sbr.ru)
- SHIOBARA (Toshihiko), « Overdue Arrears and Non-Monetary Transactions of Russia's Enterprises, *Acta Slavica Japonica*, Japan, 17, 2000, p. 222-246.
- TIKHOMIROV (Vladimir), « The Second Collapse of the Soviet Economy : Myths and Realities of the Russian Reform », *Europe-Asia Studies*, 52 (2), 2000, p. 207-236.
- ZLOTOWSKI (Yves), « La crise des paiements en Russie, expression d'un consensus social ? », *Les Études du CERI*, n° 43, août 1998, 42 p.